

Le président Jair Bolsonaro provoque une crise militaire sans précédent

Brésil En limogeant son ministre de la Défense, il a provoqué une vague d'indignation dans l'état-major.

Morgann Jézequel
Correspondante au Brésil

Aliés militaires, observateurs, électeurs, Jair Bolsonaro a pris tout le monde de court. Lundi, le président brésilien d'extrême droite a, en effet, profité d'un grand remaniement ministériel pour se séparer du général Fernando Azevedo, à la tête du portefeuille de la Défense, un militaire respecté par ses pairs et réputé pour sa discrétion et son pragmatisme. Ce limogeage inattendu a provoqué la colère d'une grande partie de l'état-major de l'armée et en particulier des commandants de la marine, de la force aérienne et de l'armée de terre. Un jour après l'éviction du général Azevedo, ces derniers ont ainsi démissionné collectivement de leur poste, en signe de protestation. Du jamais-vu dans l'histoire contemporaine du pays.

6 000 postes occupés par des militaires

Pourtant, à son arrivée au pouvoir, fin 2018, le dirigeant brésilien, un ancien capitaine d'artillerie, nostalgique assumé de la dictature militaire (1964-1985), avait déroulé le tapis rouge aux forces armées brésiliennes, qui avaient soutenu sa candidature. Leurs membres occupent désor-

mais quelque 6 000 postes dans les administrations et les organismes publics, bien plus que lors du régime militaire.

Appel à une "intervention" contre les élus

Mais ce mariage d'intérêt entre Jair Bolsonaro et l'élite militaire s'est grippé au cours des derniers mois. La présence du Président, l'an dernier, à des manifestations de militants appelant à une "intervention" contre le Congrès et la Cour suprême, aurait ainsi provoqué un profond malaise chez les chefs de l'armée, soucieux de protéger leur image de démocrates.

Le déni du chef de l'État concernant la gravité du coronavirus, qui a déjà provoqué la mort de 317 000 Brésiliens, aurait par ailleurs irrité une grande partie des autorités militaires.

Enfin, en coulisses, certains responsables rapportent aussi que le ministre de la Défense sortant n'aurait pas apprécié la récente suggestion du dirigeant brésilien de mobiliser "son" armée afin de lutter contre les mesures de restriction sanitaire décidées par les gouverneurs des États fédérés.

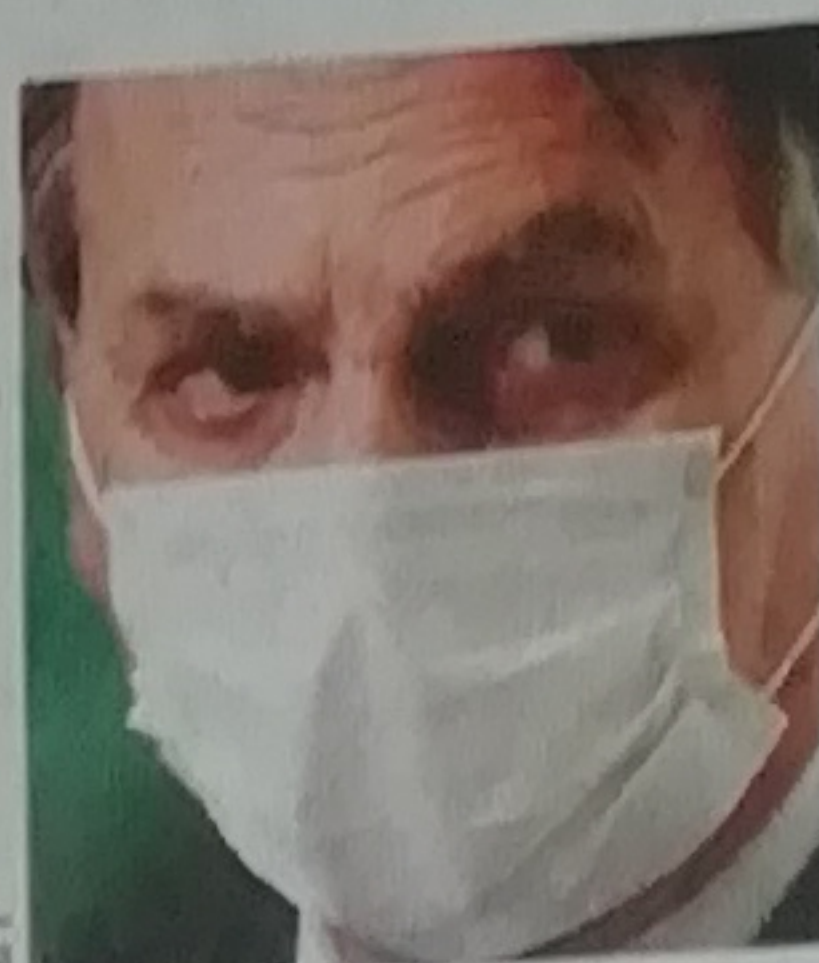
Le refus du ministre de la Défense et de l'état-major de voir l'armée "instrumentalisée" n'a pas plu au Président, qui exige de l'institution un soutien politique total et aurait donc cherché, avec l'éviction du général Azevedo, à en reprendre le contrôle en faisant taire les voix dissidentes. "J'ai préservé l'armée comme institution de

l'État", a insisté le militaire dans un communiqué publié suite à son départ.

Pour autant, le spécialiste des forces armées brésiliennes João Roberto Martins Filho tient à relativiser la position des autorités militaires, qui "se présentent comme des défenseurs de la démocratie mais qui sont longtemps restés silencieux sur les graves dérapages" d'un Jair Bolsonaro aux rêves autoritaires assumés.

L'armée prête à quitter le navire ?

Surtout, l'armée se préparerait déjà à "quitter le navire" et à prendre ses distances avec un Président à la popularité décroissante, à l'approche des élections de 2022. Reste à savoir si ce coup de poker du chef de l'État s'avérera payant. "L'armée devrait se calmer dans les jours qui viennent et éviter d'exposer les tensions en son sein", prévoit le spécialiste. Mais seuls devraient rester au sein du gouvernement des militaires résolument bolsonaristes. Pas de quoi former une base



Jair Bolsonaro
Président brésilien.

de soutien suffisante pour Jair Bolsonaro, de plus en plus isolé sur la scène politique.

Sans parti propre, il a récemment dû s'allier au Centrão, un ensemble de parlementaires de droite et de centre droit sans idéologie définie, qui conditionnent leurs votes à la distribution de postes et d'enveloppes budgétaires. S'ils sentent le vent tourner, ceux-ci pourraient aussi vite décider de tourner le dos au chef de l'État.

Financement de groupes armés par Rusesabagina

Rwanda La Haute Cour a poursuivi le procès de l'ex-gérant du Mille Collines.

La Haute Cour de Kigali pour les crimes frontaliers et transnationaux a poursuivi mardi le procès de 21 accusés de terrorisme, dont Paul Rusesabagina, ex-gérant de l'hôtel Mille Collines, dont un film hollywoodien avait fait un héros.

Paul Rusesabagina présidait jusqu'à son arrestation, à la mi-2020, une coalition d'opposition, le MRCD, regroupant des partis et deux groupes armés, le FLN et le CNRD (dissidence des FDLR, groupe armé hutu rwandais issu des génocidaires, qui sème la terreur à l'est du Congo).

Les procureurs rwandais ont annoncé retenir contre Paul Rusesabagina neuf accusations: formation d'un groupe armé irrégulier; appartenance à un groupe terroriste; financement du terrorisme; et des actes de terrorisme tels que meur-

tre, rapt, vol à main armée, incendie volontaire, tentative de meurtre et passage à tabac.

Revendications par vidéo

Selon les procureurs, l'accusé a reconnu avoir lancé le FLN avec Calixte Nsabimana, dit "Sankara", et le général Wilson Irategeka, chef du CNRD. Ce dernier a été tué dans une embuscade de l'armée congolaise contre une centaine de combattants FLN en janvier 2020 à Luindi (Nord-Kivu).

Les procureurs ajoutent que le MRCD/FLN avait un plan d'action et que les instructions étaient données par la direction, avec pour but de forcer, par la violence, Kigali à négocier.

Les procureurs ont indiqué qu'une vidéo YouTube, intitulée "Rusesabagina revendique les attaques mortelles en territoire rwandais", montre l'accusé expliquer que le FLN a lancé en 2018 la lutte pour la "libération nationale" et

qu'en 2019 il devait bloquer le FPR "par tous les moyens".

Les procureurs ont détaillé comment, selon eux, Paul Rusesabagina a aussi financé des activités terroristes. Par des contributions directes: l'accusé aurait reconnu avoir versé 20 000 \$ au FLN. Par sa participation à lever des fonds grâce à la

20 000

dollars

C'est le montant que Paul Rusesabagina aurait reconnu avoir versé au FLN, pour financer les actions terroristes, selon les procureurs.

notoriété que lui avait donnée le film hollywoodien *Hôtel Rwanda*: 300 000 \$ auraient été recueillis, mais l'accusé a dit ne pas savoir combien était allé au FLN, le versement n'ayant pas été exécuté par la présidence du mouvement, ni par son département des Finances. Par des activités de son parti politique PDR Ihumure.

Les procureurs ajoutent que, quand le général Wilson Irategeka demande de l'argent pour des opérations militaires, les chefs des formations membres du MRCD ont réuni des fonds et les ont envoyés au Congo.

Selon les procureurs, un Congolais de Bruxelles, Christian Baroka, a témoigné avoir servi à envoyer des fonds au Congo par 32 transferts Western Union et MoneyGram, à la demande du trésorier du MRCD.

Porte-parole

La Haute Cour a également, en début d'audience, entendu les procureurs au sujet d'un autre inculpé, Herman Nsengimana, ancien porte-parole du FLN, accusé d'avoir participé à la création d'une milice et d'avoir été membre d'un groupe terroriste.

L'accusé avait quitté le Rwanda en 2014 pour l'Ouganda. Quatre ans plus tard, il avait reçu un entraînement militaire dans un camp FLN durant cinq mois. Combattant, il était devenu commissaire à l'Information et à la Jeunesse du groupe armé et avait succédé, comme porte-parole, à "Sankara" lorsque ce dernier avait été arrêté, en mai 2019. Nsengimana avait revendiqué des attaques sur différentes radios.